

bulletin d'info

D genres D sexualités

printemps-été 2022



Pour les droits LGBTI+ marchons partout !

Lesbiennes, Gays, bi-es, trans, intersexe... : les mois de mai et juin sont ceux des fiertés! L'enjeu est bien sûr de visibiliser les LGBTI+, mais surtout de porter haut et fièr-es nos revendications, au boulot et dans l'ensemble de la société!

- Face à la montée des discours réactionnaires et LGBTQI-phobes,
- Face à la multiplication des violences tant en France qu'à l'étranger à l'encontre des minorités,
- Face aux politiques libérales qui accroissent la vulnérabilité de celles et ceux qui subissent déjà quotidiennement les oppressions...

Mobilisons-nous pour l'émancipation et l'épanouissement de toutes et tous! Pride de nuit, Marches des Fiertés, descendons dans la rue, continuons de nous battre pour de véritables politiques de lutte contre les LGBTQIphobies et contre le sexisme!

Union
syndicale
Solidaires

À venir !

21 mai Alençon, Reims, Poitiers, Rodez, Saint-Brieuc, Saint-Denis (La Réunion), Saint-Nazaire, Valence
28 mai Grenoble
4 juin Clermont-Ferrand, La Rochelle, Lille, Nancy, Reims, Rennes, Saint-Denis (Île-de-France, Pride des banlieues)
11 juin Arras, Compiègne, Le Havre, Lyon, Mende, Nantes
12 juin Bordeaux
18 juin Ancenis, Caen, Gap, Laval, Lorient, Metz, Rouen, Saint-Quentin, Strasbourg, Tours
19 juin Paris (Pride radicale)
25 juin Arles, Bourges, Montpellier, Paris
2 juillet Amiens, Le Mans, Marseille, Quimper, Toulouse
9 juillet Vannes
16 juillet Annecy
23 juillet Epernay
24 septembre La Roche-sur-Yon, Pau

Depuis mi-mars les personnes gays peuvent donner leur sang dans les mêmes conditions que les personnes hétéros.

Il n'est plus nécessaire de déclarer son orientation sexuelle et surtout, d'observer une période d'abstinence de quatre mois avant de donner son sang.

Lettre d'info de la commission Genres & Sexualités
de l'Union syndicale Solidaires – 31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
solidaires.org

LES MARCHES DES FIERTÉS, POURQUOI ?

Les Marche des Fiertés sont l'occasion de pointer encore et toujours les discriminations qui pèsent sur les LGBTQI, et réclamer l'égalité de droit. Violences verbales et physiques, discrimination à l'emploi ou au logement, inégalité de droits en termes de filiation (et ce, même après l'obtention de la PMA en France pour les femmes célibataires et les lesbiennes, excluant encore les personnes trans), passage devant un juge pour la procédure de changement d'état civil pour les trans, mutilation des enfants intersexes... La liste est longue, et non exhaustive.

Contre les discriminations et les violences...

Si les prides permettent de visibiliser, elles permettent surtout de réaffirmer l'importance des luttes contre les discriminations et violences dont sont toujours victimes les LGBTQ+. La loi, bien trop récente, du 27 mai 2008 interdit toutes les discriminations en raison de l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le sexe d'une personne, mais ces dernières perdurent. Le nombre de plaintes a d'ailleurs explosé ces dernières années, +50 % entre 2016 et 2020 !

... faisons entendre nos voix !

En 2022, il faudra encore marcher pour revendiquer des droits ! Il y a eu quelques avancées ces derniers mois, grâce aux luttes.

La loi interdisant les thérapies de conversions a enfin été promulguée le 31 janvier de cette année. Celle sur la PMA promise pour 2019 a finalement été adoptée en 2021 ! C'est une avancée, mais elle peine à s'appliquer concrètement : manque de moyens, personnes trans exclues, procédure de filiation complexe...

Les failles de la loi sont nombreuses.

Au travail, comme ailleurs...

Selon le dernier rapport de SOS Homophobie, la LGB-Tphobie ne régresse pas au travail. Elle est majoritairement le fait de collègues ou de supérieurs hiérarchiques

et se caractérise par du harcèlement, le rejet ou des insultes à l'encontre des LGBTQ+. Dès l'embauche et tout au long de la carrière, iels sont scruté-es, isolé-es. Cela va des « blagues » ou propos homophobes ou transphobes, aux insultes jusqu'aux violences physiques. Cela démontre l'insuffisance voire l'absence de prévention. Ces agressions, souvent quotidiennes et permanentes, ont des conséquences sur la carrière : refus de promotion, mutation subie, rupture de contrat... Pour lutter contre ces comportements et leurs conséquences, il faut mettre en place des plans de formations dans toutes les entreprises ainsi que des campagnes régulières de sensibilisation contre la LGBTphobie. C'est aussi un levier pour gagner l'égalité des droits au travail !

L'égalité des droits, une priorité.

Les droits des LGBTQ+ n'auront pas été une priorité du quinquennat qui vient de s'achever... Pourtant les promesses étaient nombreuses. Le gouvernement Macron avait annoncé la mise en place de « référent LGBT » dans les commissariats dès 2018.

Quatre ans plus tard, le dispositif se révèle toujours inefficace, faute de formations suffisantes. La France dégringole d'ailleurs à la 13^e place au classement des pays européens en matière de respect des droits. La séquence électorale qui vient de se terminer démontre qu'il faudra encore et toujours lutter dans les années à venir. Le programme du président réélu ne mentionne pas un seul projet en faveur des droits des LGBTQ+. Pire, certaines de ses déclarations peuvent laisser penser qu'il serait favorable à une loi « don't say gay » (qui interdirait d'évoquer les LGBTQ+ à l'école).

C'est par la rue qu'il faut arracher l'égalité des droits. Les marches n'en seront que plus revendicatives, tout en restant festives ! Et surtout, elles permettront de se faire entendre et de se retrouver pour être visibles, ensemble.

Solidaires défend toute personne victimes de discriminations liées à son orientations sexuelle ou à son genre, et revendique l'égalité des droits pour toustes !



Quelques chiffres clés :

- 1870 personnes ont été victimes d'actes homophobes ou transphobes suivant le ministère de l'Intérieur en 2019.
- 55 % des personnes LGBT+ ont subi des actes anti-LGBT+ au cours de leur vie (enquête IFOP pour la Fondation Jasmin Roy, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès et la DILCRAH, 2019).
- Le risque de suicide 4 fois plus élevé pour les personnes homosexuelles ou bisexuelles, et 7 fois plus pour les personnes trans que le reste de la population. (INPES, 2014)
- 14 % des personnes LGBT+ ont subi une agression physique et/ou sexuelle ces cinq dernières années en raison de leur orientation sexuelle et/ou identité de genre (FRA, 2020). Ce chiffre s'élève à 22 % pour les personnes trans et intersexes.
- Une personne LGBT+ sur quatre a été victime d'au moins une agression LGBTphobe dans son organisation de travail (Baromètre LGBT+ Autre Cercle-IFOP 2020)
- 20 % des personnes victimes d'actes LGBTphobes portent plainte (enquête IFOP pour la Fondation Jasmin Roy, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès et la DILCRAH, 2019)
- 83 % des Français-e-s estiment qu'un couple homosexuel est capable d'assurer son rôle de parent aussi bien qu'un couple hétérosexuel (enquête IFOP pour la Fondation Jasmin Roy, 2019)
- 39 % des Français-e-s pensent que le genre (homme ou femme) d'une personne est déterminé biologiquement à la naissance et que les personnes qui veulent en changer ont un problème psychologique (enquête IFOP pour la Fondation Jasmin Roy, 2019)
- 85 % des Français considèrent l'homosexualité comme une manière de vivre sa sexualité comme une autre, contre 24 % en 1975 (enquête IFOP pour la Fondation Jasmin Roy, 2019)



Les revendications de Solidaires issues du congrès de septembre 2021



- La mise en place de dispositifs dédiés permettant de réfléchir et sensibiliser aux discriminations et stéréotypes de genre, afin de les déconstruire dans les formations dès la crèche et tout au long des parcours professionnels avec des modules obligatoires sur les problématiques de genre dès la formation initiale quand elle existe comme un renforcement de l'offre de formation continue sur ces questions.
- Une politique de prévention et de suivi, et des prérogatives et moyens pour le faire dans les instances du personnel (du public comme du privé).
- Le respect du prénom et des pronoms d'usage partout, dans les entreprises comme dans les administrations.
- Le renforcement et le renouvellement des campagnes publiques de prévention contre le VIH/Sida, hépatites et Infections Sexuellement Transmissibles.
- Des structures d'accueil publiques pour les victimes de LGBTQI+phobies.
- Des aides publiques aux associations de lutte contre les LGBTQI+phobies et de lutte contre le VIH/SIDA.
- La fin des mutilations, stérilisations, traitements hormonaux non consentis sur des personnes intersexes quel que soit leur âge.
- Le droit à l'autodétermination des personnes intersexes.
- La possibilité de changement d'état civil libre et gratuit par simple déclaration devant un officier d'état civil en mairie, sans intervention des pouvoirs médicaux et judiciaires.
- Lutter contre les violences liées à l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.
- La solidarité internationale LGBTQI+ avec droit d'asile automatique.
- La dépsychiatisation, pour en finir avec le pouvoir des psychiatres sur les parcours trans et la légitimation des mutilations des personnes intersexes.
- Le remboursement à 100 % des frais médicaux de transition sans condition, y compris à l'étranger lors-

qu'elles ne peuvent pas être réalisées en France.

- Présence d'une mention « autre sexe » sur les documents d'état civil et d'identité.
- Des protocoles clairs de gestion des situations de violence avec un personnel formé dans le public comme dans le privé.

Au niveau de la PMA, l'Union syndicale Solidaires revendique et exige le droit pour chacune et chacun de pouvoir organiser et construire sa vie comme iel l'entend, seul-e ou pas. Il en est de même en matière de filiation. La loi relative à la bioéthique permet à toutes les femmes, en couple ou célibataires, d'avoir recours à la PMA, prise en charge par la sécurité sociale au titre de la solidarité nationale. L'Union réaffirme l'importance de libre accès à la PMA, celui-ci ne devant faire l'objet d'aucun verrou moral, psychologique... Nulle femme ne doit voir son choix d'avoir un enfant soumis à l'obtention d'un pseudo permis délivré par une autorité administrative ou autre. D'autre part, ce droit ne peut avoir d'effectivité que dans le cadre d'une harmonisation des législations internationales qui y donne accès également à toutes et tous quel que soit le pays. Cela implique de ne pas livrer au marché ce libre choix.

- Remboursement à 100 % de la PMA.
- Une PMA pour toutes, incluant les personnes trans, le libre choix du degré de médicalisation, qui préserverait le droit à l'anonymat du don de gamètes et le droit à l'accouchement sous X.
- Formation de l'ensemble des étudiant-es en médecine.



Sous les paillettes, la rage !

17 mai, journée internationale de lutte contre les LGBTIphobies : motion prononcée au Congrès de SUD éducation.

Tout comme le reste de la société, les discriminations anti-LGBTI+ gangrènent l'Éducation Nationale et l'Enseignement Supérieur et la Recherche. Les personnels subissent l'oppression hétérosexiste et les discriminations. Ce sont toutefois les élèves et les étudiant-es qui sont agressé-es en premier lieu (85% des agressions, d'après le rapport SOS homophobie 2021). Les jeunes LGBTI+ subissent

de nombreuses violences au quotidien : injures, harcèlements, mépris, outings. Ces violences proviennent souvent de leurs pairs mais sont aussi le fait de membres de la communauté éducative : plus d'une agression sur 3 est le fait des adultes (d'après le rapport SOS homophobie 2021). On ne peut dès lors que regretter

le manque de formations à ce sujet. L'actualité de ces deux dernières années nous montre pourtant que ces discriminations peuvent entraîner la mort : avec les suicides de Doona (étudiante trans à Montpellier, septembre 2020), d'Avril (lycéenne trans à Lille, décembre 2020) ou encore de Dinah (lycéenne lesbienne et dite « racisée » à Mulhouse, octobre 2021). Les jeunes victimes d'homophobie et de transphobie sont 2 à 7 fois plus touché-es par le suicide que les autres jeunes. Face à ces drames, le gouvernement réagit peu, voire passe sous silence les causes des suicides.

En avril 2022, le président Emmanuel Macron prend position contre le fait

d'aborder les questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre à l'école primaire et met en cause la légitimité de le faire au collège. Le ministre de l'Éducation Nationale, quant à lui, accuse ceux qui se battent contre les discriminations racistes, sexistes et LGBTI+phobes de faire de la propagande.

SUD Éducation s'engage pour lutter contre les discriminations, anti-LGBTI+ et hétérosexistes, au travers de la formation des personnels. De nombreux tracts sur ces discriminations sont produits et



distribués auprès des personnels. SUD Éducation élabore des brochures sur l'accueil des élèves et des étudiant-es LGBTI+ et la défense des droits des personnels LGBTI+. Nous proposons localement et fédéralement des stages de formation syndicale sur les LGBTI+phobies et des stages antisexistes où ces notions sont abordées. Nous continuons de porter au sein de l'Éducation Nationale nos revendications sur ces sujets (ré-intégration du concept de genre, effectivité des séances d'éducation à la vie sexuelle et affective avec prise en compte de toutes les orientations sexuelles et identités de genre, respect du prénom et du pronom d'usage pour les élèves et les personnels trans,

formation initiale et continue pour les personnels...). L'administration a pour obligation de soutenir, d'aider et de défendre tous les membres de la communauté éducative qui, du fait de leur identité de genre et/ou orientation sexuelle subiraient diverses formes de brimades, de harcèlement ou de discriminations, (élèves, administration, collègues, parents). Pour SUD Éducation, l'administration doit accompagner ces membres dans leurs démarches, y compris dans le cadre d'un changement de genre et/ou d'identité,

en veillant à leur assurer un environnement sécurisé pour qu'ils puissent effectuer leur parcours sans être mis en danger dans leur milieu éducatif et professionnel. C'est dans cette dynamique que notre organisation syndicale doit continuer de se construire de manière inclusive et ouverte aux personnes

LGBTI+. Nous devons réfléchir en profondeur à la prise en compte dans notre militantisme de toutes les problématiques LGBTI+, afin d'élaborer ensemble des revendications à la hauteur des enjeux; Notre syndicat doit poursuivre ses actions de lutte pour la transformation sociale et pour les droits des travailleur-euses. La revendication et l'obtention de nouveaux droits, la déconstruction des stéréotypes de genre pour gagner une égalité totale et abolir les discriminations doivent continuer à être un objectif pour la fédération SUD Éducation.

LA CRISE SANITAIRE ET SOCIALE DU SIDA SE SUPERPOSE À CELLE DU COVID-19, SANS DISPARAÎTRE...

Chaque jour des centaines de personnes meurent encore du Covid-19 bien que la presse quotidienne ne l'évoque plus, normalisant cette stratégie macabre d'un gouvernement capitaliste qui néglige de longue date la santé publique¹. La poursuite inhumaine par le capitalisme de la productivité et de la croissance se fait donc au prix de la santé de toutes et tous, en privilégiant la reprise coûte que coûte du travail et de l'école et en négligeant des protocoles sanitaires complets (mise à disposition de FFP2, aération, contrôle des niveaux de CO2, recommandation du masque, dépistage gratuit pour toutes, isolement des cas contacts, politique de levée des brevets, etc.). Aucune leçon n'a donc été tirée du début de la crise en mars 2020 et, deux ans plus tard, même la stratégie de diminuer le nombre d'infections n'est plus à l'ordre du jour, le Covid-19 n'ayant pas même été un enjeu social et sanitaire pour grand monde dans cette campagne présidentielle rance.

Pourtant, dès le début de la crise sanitaire, beaucoup de professionnel.les de santé et d'actrice.urs de la santé communautaire² alertaient sur le double risque de cette crise sanitaire, c'est-à-dire, à court et à long terme : d'un part le risque létal immédiat d'un coronavirus qui conduit au sacrifice des « premier.es de corvée », des populations fragiles et précaires ; de l'autre, le spectre d'une « bombe [sanitaire] à retardement³ » faute de report des autres urgences, dû entre autres à l'affaiblissement structurel des établissements médicaux et sociaux. C'est le cas de la prévention des cancers mais aussi de la prévention du VIH/SIDA⁴.

En novembre 2021, Aides tirait la sonnette d'alarme face à la baisse de 22% du chiffre de personnes ayant découvert leur séropositivité en 2020, principalement expliquée par le premier confinement strict, qui a notamment particulièrement pénalisé les personnes étrangères dans leur accès aux services de santé. L'association de lutte contre le SIDA et les hépatites indique aussi la baisse forte des ventes d'autotests VIH par rapport à 2019 et de tests réalisés en CeGIDD⁵. Or, on sait que « **vivre avec le VIH sans le savoir, c'est potentiellement risquer de transmettre le virus et ne pas avoir accès à un traitement adapté** »⁶.

Ces données⁷ fortement impactées par l'état d'urgence sanitaire lié au Covid-19 montre toutefois que la moitié des découvertes de séropositivité concernaient des personnes nées à l'étranger. 30% de l'ensemble des découvertes concernaient des femmes, principalement hétérosexuelles et nées à l'étranger. Quant aux hommes gays, bi ou aux HsH⁸, ils représentaient encore 42% des nouveaux diagnostics.

A cela s'ajoute un sondage IFOP de mars 2022 où 31% des jeunes interrogé.es estiment être mal informé.es sur le VIH/SIDA (soit une augmentation alarmante de 20 points par rapport à 2009). Et **seules 34% des personnes interrogées déclarent avoir utilisé systématiquement un préservatif lors de rapports sexuels** (soit une baisse de -9 points par rapport à 2020).

Si des initiatives encourageantes existent depuis peu telles qu'*Au labo sans ordo*⁹, la situation reste inquiétante pour Aides : « Sans une prise

1 <http://www.sudsantesociaux.org/15-octobre-journee-nationale-de.html>, communiqué du 7 octobre 2020

2 <https://reporterre.net/Coronavirus-apprendre-de-l-experience-du-Sida>, publié le 14 mars 2020

3 <https://rue89bordeaux.com/2021/11/lutte-contre-sida-la-covid-a-occulte-la-question-du-vih/>

4 Le VIH est le Virus de l'immunodéficience humaine. Quant au SIDA, c'est le Syndrome d'immunodéficience acquise. Il s'agit du stade auquel l'infection causée par le VIH s'accompagne d'un ensemble de manifestations (Infections opportunistes telles que candidose, toxoplasmose, cryptococcose, pneumocystose ou différentes formes de cancers tels que la maladie de Kaposi et lymphomes), manifestations dues à un déficit immunitaire profond. Voir Sida, un glossaire, plusieurs fois réédités par Act-Up.

5 Les CeGIDD : Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic.

6 <https://www.aides.org/communique/baisse-decouvertes-seropositivites-fausse-bonne-nouvelle-reponses-insuffisantes>

7 <https://vih.org/20211130/les-chiffres-2020-du-vih-lombre-du-covid-19/>

8 HsH : Hommes ayant des rapports sexuels avec des Hommes

9 Initiative étendue au 1er octobre 2021 aux labos de tout le pays, Au labo sans ordo permet des dépistages du VIH sans RDV, sans

en considération plus ambitieuse des autorités de santé publique et une implication accrue dans les politiques de dépistage, nous risquons demain de voir l'épidémie de VIH redevenir à son tour incontrôlable ».

En décembre 2021, à l'occasion de la demi-journée d'études *Personnes trans et VIH*, Acceptess-T revenait sur son action communautaire au quotidien toute à la fois sociale et sanitaire (dépistage, accompagnement à l'accès à la santé pour des publics trans très précaires et isolés) et sur les enjeux trans actuels face à l'épidémie : **dépsychiatisation des parcours trans, nécessaire renforcement financier des politiques publiques, formation des professionnel·les de la santé...**

Reste que, comme dans la lutte contre le coronavirus, la lutte contre le VIH/SIDA, mais aussi la tuberculose, le paludisme et la rougeole¹⁰, nécessité de coordonner nos efforts internationalement pour ne pas assombrir les perspectives et faire fonctionner l'idée d'une santé comme bien collectif et non-marchand, car bien des pays voient leur accès à la vaccination (d'où l'enjeu fondamental de revendication de la levée des brevets, pour laquelle Solidaires se bat) et aux moyens matériels de prévention, de traitement et de dépistage entravés, que ce soit dans l'Ukraine dévastée par la guerre¹¹, mais aussi en Roumanie¹² et au Gabon¹³ où l'accès aux antirétroviraux se fait de plus en plus dur ces dernières années.

Quelques infos toujours importantes à connaître :

- <https://jefaisletest.fr/> (développé par AIDES en direction des HsH et/ou personnes trans), pour recevoir gratuitement un autotest VIH par La Poste
- La PrEP¹⁴, que les médecins généralistes peuvent depuis juin 2021 dorénavant prescrire en première intention, bien que l'information reste peu accessible aux publics intéressés
- Les TROD (Testes Rapides d'Orientation Diagnostique): « Le Test Rapide d'Orientation Diagnostique (TROD) est un test de dépistage qui permet de détecter la présence des anticorps du VIH et du VHC (Virus de l'Hépatite C) dans le sang, et a l'avantage de donner un résultat instantané »¹⁵.
- Les Traitements Post-Expositions (TPE): « trithérapie anti-VIH administrée après une prise de risque. Le TPE doit être pris pendant 1 mois. Rendez-vous au service des urgences d'un hôpital le plus rapidement possible, de préférence dans les 4 premières heures, au plus tard dans les 48 heures »¹⁶.
- Le 190, le centre de santé sexuelle-CeGIDD (90 rue J.-P. Timbaud, Paris)
- Le Spot Longchamp, CeGIDD ouvert par AIDES(3 boulevard Longchamp, Marseille)
- Le Checkpoint (anciennement Le Kiosque Infos sida et Toxicomanie), antenne de CeGIDD et centre de santé sexuelle communautaire complète (36 rue Geoffroy l'Asnier, Paris)

Quelques assos LGBTIQ de lutte contre le VIH/SIDA :

- Acceptess-Transgenres (Ile-de-France) : <https://www.acceptess-t.com/>
- Act-Up : <https://www.actupparis.org/>
- AIDES : <https://www.aides.org/>
- Association RITA (Grenoble et ses alentours) : <http://assorita.org/>
- Séropotes (Paris) : <https://www.facebook.com/seropotes/>

ordonnance et pris en charge à 100% sans avance de frais pour toutes et tous.

10 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/04/04/en-afrique-la-lutte-contre-les-grandes-tueuses-freinee-par-le-covid-19_6120562_3212.html

11 « Avant l'éclatement de la guerre, l'ONUSIDA estimait à 260 000 le nombre de personnes séropositives dans le pays, dont 152 000 qui prenaient quotidiennement des médicaments contre le VIH. »

12 <https://www.ouest-france.fr/europe/roumanie/en-roumanie-le-covid-19-freine-la-lutte-contre-le-sida-51e34272-5848-11ec-9a47-41ee58d6a886>

13 https://www.liberation.fr/planete/2019/03/04/gabon-vers-une-rupture-du-stock-des-traitements-antiretroviraux-contre-le-vih_1712999/

14 « La PrEP (Prophylaxie Pré-Exposition), est une stratégie de prévention du VIH. Elle consiste à prendre un médicament antirétroviral de manière continue ou discontinue pour éviter d'être contaminé·e par le VIH. » Source <https://www.sida-info-service.org/>

15 Source <https://www.planning-familial.org/>

16 Source <https://www.sida-info-service.org/>

Quel exil pour les personnes LGBTI+ ?

Alors que les hommes ukrainiens de 18 à 60 ans n'ont plus le droit de quitter leur pays par obligation de le défendre militairement, la situation des personnes des personnes trans est précaires.

Si les hommes trans (personnes assignées femmes à la naissance) sont reconnu comme hommes, et doivent donc rester dans les pays, les femmes trans (personnes assignées hommes à la naissance) sont elle aussi contraintes de se battre si elles n'ont pas officiellement changé de genre, démarche très compliquée à faire suivant les législations des pays. Les personnes de la communiqué LGBTI+ qui parviennent à fuir le pays se retrouvent également face à une Pologne qui déclare des zones « sans LGBT ».

(article de la revue Silence n°510, mai 2022, page 25)

Coin lecture

Coming In de Élodie Font et Carole Maurel, 144 pages, PAYOT ET RIVAGES, 2021.

Le récit bouleversant et drôle de l'acceptation de son homosexualité par une jeune fille, de ses 15 ans à ses 30 ans, sous la forme d'un roman graphique poétique et sensible.

Nous y suivons Elo de ses 15 à 30 ans au fil de ses relations amoureuses et leur évolution. On la voit s'engager dans des relations hétérosexuelles, et s'y entêter, mais quelque chose cloche... Dans le déni, Elo n'accepte pas l'idée d'être homosexuelle "Je n'aime pas les filles, juste elle !" s'exclame-t-elle. D'ailleurs, la plupart de ses amies sont lesbienne et tentent tant bien que mal de lui mettre la puce à l'oreille. Une histoire très bien menée et ô combien nécessaire qui retranscrit la construction de l'une des autrices en tant qu'homosexuelle, son acceptation mais aussi sa lutte pour "être comme tout le monde". Les difficultés rencontrées lorsque l'on ne correspond pas

à la norme, le rejet sont mêlés à la reconfiguration de l'identité d'Élo. Le coming in, dont on parle peu, est mis en lumière comme préalable au coming out, injonction adressée aux personnes non hétéro. Il y a une partie où les discriminations au travail sont abordées, et les conséquences que cela a eu sur la vie de l'autrice. C'est pédagogique, éducatif, ça nourrit la réflexion. En plus, les graphismes et les couleurs sont superbes ! Cet ouvrage permet aux personnes concernées de se sentir représentées et aux hétéros de se décentrer. À mettre entre toutes les mains, notamment celles des ados.

ÉLODIE FONT • CAROLE MAUREL



Les derniers visuels

